

Paru dans le journal Le Monde du 09 mai

Une révolution politique pour la métropole parisienne

Nicolas Sarkozy a tenu son discours sur son Grand Paris. J'en étais. J'en étais au nom de ma commune à qui il manque 34 millions d'euros de recette par rapport à la moyenne des villes comparables. Au nom de l'incroyable paradoxe francilien qui veut que les villes les plus pauvres aient des impôts locaux plus élevés que les autres. Au nom des usagers des lignes RER B et D qui attendent leurs rames toujours en retard ou purement et simplement supprimées. Le Néo Thatcherisme l'emporte. Symbole de cette « involution », pas un mot n'est sorti de la bouche présidentielle sur la nécessaire révolution démocratique et écologique.

En Île-de-France, l'alternative est claire. Ou bien l'on continue comme aujourd'hui dans un territoire sans régulation livré aux intérêts privés, structuré par des clusters qui institutionnalisent de fait la mise en concurrence des territoires entre eux. Ou bien la métropole et ses citoyens se prennent démocratiquement en main pour établir l'égalité nécessaire à la vraie richesse et à la vraie croissance celle qui, de Neuilly-sur-Seine à Sevran, redistribue équitablement les fruits de l'activité de notre métropole *malgré la crise*.

Car l'Île-de-France a plusieurs mondes de retard. Retard démocratique : la mégalopole doit être gouvernée globalement par des élus directement désignés par leurs concitoyens avec une véritable séparation des pouvoirs entre exécution et délibération. Il faut en finir avec tous les syndicats mixtes (eau, transports, assainissement...) au profit de services publics dirigés par une collectivité politique, autonome et fédérative aux compétences précises.

Retard social et sociétal : c'est la ghettoïsation qui menace. Ne nous cachons pas derrière nos petits doigts. La mixité sociale prêchée par tous est en réalité mise à mal partout. Les inégalités de territoires sont en train de communautariser l'espace métropolitain. Sauvagement concurrentiel, le territoire francilien catalyse la dé-liaison sociale. Il désinhibe la tendance à la violence. On ne luttera pas contre cette dérive sans être unis et forts politiquement.

Retard écologique : il faut avoir le courage d'avouer au grand public que les programmes en cours dans le cadre de la rénovation urbaine sont très en deçà de ce que la nouvelle économie durable est capable de mettre en œuvre. Nous construisons encore des bâtiments qu'il faudra, pour préserver notre planète, détruire dans quinze ou vingt ans. Là où nous arrivons péniblement à investir dans des écoquartiers qui nous paraissent exceptionnels, c'est à une révolution écométropolitaine qu'il faudrait travailler.

Retard en terme d'aménagement du territoire et de transports en commun : il faut prendre de front les questions de rénovation des rames RER et de leur fréquence, amélioration des lignes et de leur développement orbitale. Il faut créer de nouvelles circulations ferroviaires, fluviales et routières pour répondre aux exigences citoyennes, environnementales et économiques.

Retard du logement : Faut-il redire la profondeur de la crise que nous traversons ? Redire que des travailleuses et des travailleurs salariés dorment dans leur voiture faute de

pouvoir accéder à un logement ? Répéter que les HLM pourraient être des modèles de développement durable, et qu'elles ne le sont pas.

Paris, si rien n'est fait, coulera avec sa banlieue. Ici, dans cette galère qu'est la mégalopole, nous sommes tous des parisiens. Egaux en droit et en devoir, en exigence de qualité de vie et de déplacements, nous sommes chaque jour plus ulcérés par les injustices territoriales, par l'opulence arrogante de communes riches et la désolation progressive des communes pauvres. Nous pouvons bien essayer de nous accrocher à nos vieilles institutions, si nous ne changeons pas cela, demain nous serons justement balayés. Si nous ne dépassons pas le stade féodal dans lequel Paris et les départements franciliens sont artificiellement maintenus, nous sombrerons dans la tempête urbaine. C'est d'abord à une révolution politique qu'il faut se livrer pour que la métropole parisienne soit l'outil au vivre ensemble.

Stéphane GATIGNON
Maire, conseiller général de SEVRAN